

RAPPORT 2018 SUR LES DROITS DE L'HOMME - CANADA

RÉSUMÉ ANALYTIQUE

Le Canada est une monarchie constitutionnelle dotée d'un gouvernement parlementaire fédéral. Lors d'élections fédérales multipartites libres et équitables organisées en 2015, le Parti libéral, dirigé par Justin Trudeau, a remporté la majorité des sièges au Parlement fédéral et M. Trudeau a formé un gouvernement à la demande de la Gouverneure générale.

Les autorités civiles ont maintenu un contrôle efficace des forces de sécurité.

Les questions au plan des droits de l'homme comprenaient des rapports faisant état de violence létale à l'égard des femmes, en particulier les femmes autochtones, qui ont fait l'objet d'enquêtes et de poursuites de la part des autorités.

Les responsables ayant contrevenu aux règles n'ont pas bénéficié d'impunité et le gouvernement a pris des mesures afin d'identifier ceux-ci, de mener des enquêtes, de poursuivre et de punir les coupables.

Section 1. Respect de l'intégrité de la personne, y compris le droit de vivre à l'abri des atteintes suivantes :

a. Privation arbitraire de la vie et autres exécutions extrajudiciaires ou à motivations politiques

Aucune exécution arbitraire ou extrajudiciaire imputée aux pouvoirs publics ou à leurs agents n'a été signalée.

b. Disparitions

Il n'a pas été fait état de disparitions imputables aux autorités gouvernementales ou commises pour le compte de celles-ci.

c. Torture et autres châtiments ou traitements cruels, inhumains ou dégradants

La loi interdit de telles pratiques et aucun cas impliquant des responsables des pouvoirs publics n'a été signalé.

Conditions dans les prisons et les centres de détention

Il n'y a pas eu de rapports majeurs de conditions dans les prisons et les centres de détention suscitant des inquiétudes en matière de droits de l'homme.

Conditions matérielles : Aucune préoccupation majeure n'a été exprimée concernant les conditions matérielles dans les prisons ou les centres de détention. Les adultes et les mineurs étaient détenus séparément mais ces derniers étaient détenus avec leurs parents dans les centres de détention pour les immigrés, une mesure prise en substitution de la séparation des familles.

Les groupes de la société civile ont contesté le recours à l'isolement cellulaire dans l'appareil judiciaire au niveau fédéral et dans quelques provinces. Les cas en cause ont limité l'isolement cellulaire pour les personnes souffrant de troubles mentaux et recommandé un plafonnement de la période d'isolement cellulaire pour les détenus. En mai 2017, l'Enquêteur correctionnel fédéral ou médiateur désigné pour les délinquants purgeant une peine de ressort fédéral a fait état de quelque 400 détenus sous responsabilité fédérale en isolement cellulaire par jour, et rapporté que la période moyenne du séjour pour les hommes était de 22 jours (soit une baisse par rapport à 35 jours au cours des années précédentes) et de 10 jours pour les femmes. La moyenne de la période passée par les détenus en isolement cellulaire a également baissé en partie à cause d'une affectation des détenus à besoins intenses à des programmes de traitement et de la prestation de services spécialisés pour la santé mentale, la toxicomanie ou d'autres facteurs en lieu et place de la ségrégation.

En juillet, un habitant d'Ottawa a poursuivi en justice les autorités de l'Ontario au motif d'une dépression nerveuse dont il a allégué faire l'objet après avoir passé 18 mois en isolement cellulaire tandis qu'il était en détention provisoire, dans l'attente de son procès.

Le 5 janvier, la Gendarmerie royale du Canada (GRC) a inculpé deux gardiens de prison pour homicide et négligence criminelle ayant causé le décès en détention de Matthew Hines, mort d'asphyxie en 2015 après avoir été plusieurs fois aspergé d'aérosol capsique. Le 25 avril, les accusés ont tous deux plaidé non coupable et, au 1^{er} octobre, ils étaient en attente de leur procès.

Administration : Les autorités indépendantes ont enquêté sur des allégations crédibles de comportements inhumains et en ont documenté les résultats de manière accessible par le public.

Surveillance indépendante : Le gouvernement a autorisé des observateurs non gouvernementaux indépendants des droits de l'homme à effectuer des visites.

d. Arrestations ou détentions arbitraires

La loi interdit les arrestations et les détentions arbitraires et accorde à toute personne le droit de contester la légalité de son arrestation ou de sa détention au tribunal ; en général, le gouvernement a respecté ces dispositions.

Rôle de la police et de l'appareil de sécurité

La police nationale, provinciale et municipale assure la sécurité intérieure. Les forces armées sont chargées de la sécurité extérieure mais exceptionnellement, elles peuvent également remplir certaines fonctions de sécurité intérieure à la demande officielle des autorités civiles provinciales. La GRC est placée sous la responsabilité du ministère de la Sécurité publique et les forces armées sous celle du ministère de la Défense nationale. Les polices provinciales et municipales sont placées sous la responsabilité de leurs autorités provinciales respectives. L'Agence des services frontaliers du Canada, dirigée par le ministère de la Sécurité publique et de la Protection civile, est responsable de l'application de la législation relative à l'immigration. Les autorités civiles ont maintenu un contrôle efficace sur les forces de la GRC et de la police provinciale et municipale ; le gouvernement dispose par ailleurs de mécanismes efficaces pour enquêter sur les abus et les sanctionner. Il n'a pas été signalé de situations d'impunité impliquant les forces de sécurité au cours de l'année.

Procédures d'arrestation et traitement des personnes en détention

Les autorités ont généralement fait usage de mandats pour appréhender des particuliers. Un juge peut lancer un mandat s'il est convaincu qu'une infraction criminelle est susceptible d'avoir été commise. Un individu arrêté pour une infraction criminelle a le droit à une décision judiciaire rapide et indépendante sur la légalité de sa détention. Les autorités ont respecté ce droit. Elles ont fourni aux personnes détenues des informations opportunes concernant les motifs de leur arrestation, leur ont fourni un accès rapide aux services de l'avocat de leur choix et, en cas d'indigence, d'un avocat commis d'office sans restrictions. Il était généralement possible d'obtenir une libération sous caution. Les autorités peuvent placer une personne en détention provisoire jusqu'à sept jours, sous réserve d'un

examen judiciaire régulier. Les suspects n'étaient pas détenus au secret ou assignés à résidence.

e. Déni de procès public et équitable

La loi prévoit un pouvoir judiciaire indépendant et le gouvernement a globalement respecté l'indépendance et l'impartialité judiciaires.

Procédures applicables au déroulement des procès

La loi prévoit le droit à un procès équitable et public et un pouvoir judiciaire indépendant l'a fait appliquer dans l'ensemble. Les procès se tiennent devant un juge unique ou dans les affaires plus graves, devant un juge assisté d'un jury. Les accusés ont droit à un procès sans délai ; ils ont le droit d'être présents à leur procès et de consulter un avocat de leur choix en temps opportun. Les pouvoirs publics fournissent un avocat commis d'office, aux frais de l'État le cas échéant, aux prévenus inculpés pour des infractions pénales graves ; ceux-ci peuvent confronter ou questionner les témoins à charge et présenter des témoins et éléments de preuves à leur décharge. Les prévenus et leurs avocats disposaient généralement d'un délai suffisant et de locaux adéquats pour préparer leur défense. Les prévenus bénéficient de la présomption d'innocence et ont le droit d'être informés promptement et en détail des accusations retenues contre eux (avec service d'interprétation gratuit si nécessaire), de ne pas être contraints de témoigner ou d'avouer leur culpabilité, et de se pourvoir en appel.

Prisonniers et détenus politiques

Aucun cas de prisonniers ou de personnes en détention pour des motifs politiques n'a été signalé.

Procédures et recours judiciaires au civil

Il existe un pouvoir judiciaire indépendant et impartial pour traiter les affaires civiles et des tribunaux pour intenter des procès en dommages et intérêts pour violation des droits de l'homme ou obtenir que cette violation cesse. Le recours peut être de nature monétaire, énonciative ou injonctive. Les commissions fédérales ou provinciales des droits de la personne peuvent également connaître des accusations de violations de ces droits. Les personnes peuvent également présenter des plaintes concernant les droits de l'homme devant l'Organisation des Nations Unies ou la Commission interaméricaine des droits de l'homme.

f. Ingérence arbitraire ou illégale dans la vie privée, la famille, le domicile ou la correspondance

La loi interdit de telles actions et il n'a pas été fait état de non-respect de ces interdictions par le gouvernement.

Section 2. Respect des libertés civiles, notamment :

a. Liberté d'expression, notamment pour la presse

La liberté d'expression, notamment pour la presse, est garantie par la Constitution et la loi et, en général, les autorités l'ont respectée. Une presse indépendante et un pouvoir judiciaire efficace se sont associés à un système politique démocratique fonctionnel pour défendre la liberté d'expression, notamment pour la presse.

Liberté d'expression : La Cour suprême a statué que le gouvernement est autorisé à limiter la liberté d'expression pour lutter contre la discrimination, favoriser la cohésion sociale ou promouvoir l'égalité entre les sexes. Elle a statué par ailleurs que les avantages qu'il y avait à imposer des restrictions aux discours de haine et à promouvoir l'égalité suffisaient à contrebalancer l'article relatif à la liberté d'expression de la Charte des droits et libertés, l'équivalent canadien de la Déclaration des droits dans la Constitution des États-Unis.

Le Code pénal interdit l'incitation publique à la haine et la fomentation volontaire de la haine contre un groupe identifiable, par quelque moyen que ce soit. Si l'incitation à la haine (dans certains cas) et au génocide constitue une infraction criminelle, la Cour suprême a placé le seuil déterminant qu'il s'agit bien d'une telle infraction très haut, spécifiant qu'il convient de prouver que les actes sont volontaires et publics. À l'échelle des provinces, la censure cinématographique, les procédures de licences de diffusion, les codes volontaires des diffuseurs conçus pour limiter la violence graphique et les lois à l'encontre de la pornographie et de la littérature incitant à la haine imposent également quelques restrictions aux médias.

Le 9 août, la Cour suprême a annoncé qu'elle connaîtrait de l'appel interjeté après la décision rendue en mars par la Cour supérieure du Québec, qui avait ordonné à un journaliste de Radio Canada de révéler les sources confidentielles dont il s'était servi dans un dossier impliquant un ancien vice-premier ministre de cette province. Le 30 novembre, la Cour suprême a confirmé ses arrêts antérieurs selon lesquels le

gouvernement est habilité à contraindre les organismes médiatiques à produire des preuves dans le cadre d'enquêtes criminelles. Dans son arrêt, la Cour a refusé de déterminer si la presse bénéficie ou non de mesures de protection constitutionnelle distinctes et indépendantes, tout en constatant que la question n'avait pas été abordée par les tribunaux d'instance inférieure. Elle a par ailleurs fait remarquer que les dispositions de la loi de 2017 sur la protection des sources journalistiques ne s'appliquaient pas en l'espèce puisque l'affaire avait été introduite avant que la loi n'entre en vigueur.

Le procès d'un habitant de Mississauga (Ontario), inculpé en 2017 d'un chef d'accusation correspondant à la promotion volontaire de la haine pour avoir publié des vidéos et matériels injurieux contre les musulmans et d'autres groupes sur son site et sur d'autres plateformes de médias sociaux, était toujours en instance au 1^{er} octobre.

En décembre 2017, une commission gouvernementale du Québec a présenté des conclusions résultant de son enquête sur des allégations selon lesquelles les forces de l'ordre du Québec avaient mis sous surveillance huit journalistes entre 2008 et 2016 lors d'enquêtes intérieures de la police sur des sources de fuites d'information dans une affaire de corruption de politiciens. La police était munie d'un mandat émis par un tribunal du Québec pour chacune de ces affaires mais selon certains témoignages, elle aurait motivé ses demandes de mandat par des allégations sans fondement. La commission a constaté qu'il n'y avait aucune preuve concluante d'ingérence politique dans les enquêtes de la police mais a recommandé que des lois soient promulguées pour établir une stricte séparation juridique entre la police et les politiciens et pour protéger les sources journalistiques, et que des améliorations soient apportées en matière de formation des agents de police afin d'assurer la liberté de la presse.

Liberté d'accès à internet

Le gouvernement n'a pas limité ou perturbé l'accès à internet ni censuré les contenus en ligne et il n'a pas été fait état de façon crédible de surveillance par les autorités, sans autorisation juridique appropriée, de communications électroniques privées.

Environ 99 % des ménages pouvaient avoir accès aux services haut débit. Selon des données de l'Union internationale des télécommunications, 93 % de la population utilisaient internet en 2017.

Liberté d'enseignement et manifestations culturelles

Le gouvernement n'a imposé aucune restriction à la liberté d'enseignement ou aux manifestations culturelles.

b. Liberté de réunion et d'association pacifiques

La loi garantit la liberté de réunion et d'association pacifiques et les pouvoirs publics ont généralement respecté ces droits.

c. Liberté de religion

Veillez consulter le *Rapport sur la liberté de religion dans le monde* du département d'État à l'adresse suivante : www.state.gov/religiousfreedomreport/.

d. Liberté de circulation

La Constitution et la loi autorisent la liberté de circulation à l'intérieur du pays, les déplacements à l'étranger, l'émigration et le rapatriement, et les pouvoirs publics ont généralement respecté ces droits.

Le gouvernement a coopéré avec le Haut-commissariat des Nations Unies pour les réfugiés et d'autres organisations humanitaires en vue d'apporter protection et secours aux personnes déplacées à l'intérieur du pays, aux réfugiés, aux réfugiés rapatriés, aux demandeurs d'asile, aux apatrides et aux autres personnes en situation préoccupante.

Protection des réfugiés

Droit d'asile : La loi prévoit la possibilité d'octroyer le droit d'asile ou le statut de réfugié et le gouvernement a mis en place un régime de protection des réfugiés.

Solutions durables : Les pouvoirs publics ont autorisé la réinstallation de réfugiés venus d'autres pays et facilité leur intégration locale (y compris leur naturalisation), notamment de ceux dont la situation se prolongeait. Le gouvernement a aidé les réfugiés à rentrer chez eux volontairement et dans la sécurité.

Protection temporaire : Le gouvernement a également assuré la protection temporaire (sous la forme de permis de résidence temporaire) de personnes

susceptibles de ne pas satisfaire aux conditions requises pour obtenir le statut de réfugiés.

Section 3. Liberté de participer au processus politique

La loi garantit aux ressortissants le droit de choisir leur gouvernement lors d'élections périodiques libres et équitables tenues au scrutin secret et fondées sur le suffrage universel et égal.

Élections et participation au processus politique

Élections récentes : En 2015, le Parti libéral a remporté une majorité de sièges au Parlement fédéral et formé un gouvernement national à l'issue d'élections libres et équitables.

Participation des femmes et des minorités : Il n'existe pas de lois limitant la participation des femmes et des membres de minorités au processus politique, et ceux-ci y ont participé effectivement. Les autorités du Nouveau-Brunswick ont donné aux partis politiques des incitations financières afin qu'ils présentent des candidates aux élections provinciales.

Section 4. Corruption et manque de transparence au sein du gouvernement

La loi impose des sanctions pénales dans les affaires de corruption dans la fonction publique et le gouvernement a dans l'ensemble appliqué effectivement la loi. Aucun cas de corruption au sein du gouvernement n'a été signalé au cours de l'année.

Déclaration de situation financière : La loi exige que les titulaires de charges publiques, y compris les membres élus de l'exécutif et leur personnel, et les hauts responsables non élus désignés, présentent une déclaration de leurs avoirs financiers personnels. Ces déclarations, de même qu'un rapport annuel, sont mis à la disposition du public par le biais de rapports réguliers publiés par un commissaire aux conflits d'intérêts et à la déontologie. Celui-ci peut imposer des amendes administratives pour non-respect de ces dispositions, mais la loi ne prévoit pas de sanctions au pénal. Les membres du pouvoir législatif ne sont pas tenus de faire une déclaration de patrimoine mais ils doivent se récuser lors de vote ou d'audition sur des sujets dans lesquels ils auraient un intérêt pécuniaire. Les gouvernements provinciaux fournissent des audits indépendants de l'administration publique et des services de médiation.

Section 5. Attitude du gouvernement face aux enquêtes internationales et non gouvernementales sur les violations présumées des droits de l'homme

Un vaste éventail de groupes nationaux et internationaux de défense des droits de la personne ont dans l'ensemble fonctionné sans entrave de la part du gouvernement et mené des enquêtes sur des affaires de violation de droits de la personne dont ils ont ensuite publié les résultats. Les responsables gouvernementaux se sont montrés coopératifs et réceptifs à leurs opinions.

Organismes publics de défense des droits de l'homme : Les Commissions fédérales et provinciales des droits de la personne ont bénéficié de la coopération du gouvernement, elles ont pu fonctionner sans ingérence de la part du gouvernement ou des partis, et ont disposé de moyens adéquats. Les observateurs estimaient que les commissions étaient efficaces. Des commissions parlementaires des droits de la personne étaient en place au sein de la Chambre des communes et du Sénat. Elles ont fonctionné indépendamment du gouvernement, conduit des audiences publiques et publié des rapports et des recommandations auxquels les pouvoirs publics ont répondu par écrit, publiquement et de façon opportune. La plupart des ministères et quelques organismes fédéraux disposaient de médiateurs, tout comme neuf provinces et un territoire.

Section 6. Discrimination, abus sociétaux et traite des personnes

Condition féminine

Viol et violences conjugales/familiales : La loi criminalise le viol d'hommes et de femmes, y compris entre époux, comme agression sexuelle, et le gouvernement a veillé efficacement à l'application de la loi. Les sanctions pour agression sexuelle vont jusqu'à 10 ans de prison, jusqu'à 14 ans pour agression sexuelle avec une arme à feu à autorisation restreinte ou prohibée, et de 4 ans à la perpétuité pour agression sexuelle aggravée à main armée ou commise pour, sur l'ordre de, ou en association avec une organisation criminelle. La plupart des victimes d'agression sexuelle étaient des femmes.

La loi prévoit des mesures de protection contre la violence familiale à l'égard des hommes ou des femmes, bien que la plupart des victimes soient des femmes. Si le Code pénal ne définit pas d'infraction spécifique en la matière, l'auteur de telles violences peut être inculpé pour une infraction applicable telle que voies de fait, voies de fait graves, intimidation, méfait ou agression sexuelle. Les personnes

condamnées pour voies de fait sont passibles d'un maximum de cinq ans de prison. Les voies de fait à main armée, avec menaces ou blessures sont passibles d'un maximum de 10 ans de prison. Les voies de fait graves ou la mise en danger de la vie d'autrui sont passibles d'un maximum de 14 ans de prison. Le gouvernement a appliqué ces lois avec efficacité.

Selon l'organisme statistique gouvernemental, les femmes autochtones étaient trois fois plus à risque que les femmes non autochtones d'être victimes de violences et, selon la GRC, quatre fois plus d'être victimes d'homicides. Des groupes de la société civile ont également déclaré que les ressources affectées par les autorités fédérales et infranationales à la résolution de ces affaires n'étaient pas adéquates.

Les autorités fédérales ont ouvert une enquête indépendante à l'échelle nationale sur la question de la disparition et du meurtre de femmes autochtones en 2016 et fixé à la fin 2018 le délai de présentation d'un rapport y afférent. En mars, l'organisme chargé de l'enquête a demandé un délai supplémentaire de deux ans pour accomplir sa mission et un supplément de 50 millions de dollars canadiens (C\$) (38,4 millions de dollars É.-U.) pour son budget mais, le 5 juin, les autorités fédérales ont octroyé un court délai supplémentaire afin que les responsables de l'enquête présentent leur rapport final au plus tard le 30 avril 2019, toutes les activités devant prendre fin au plus tard le 30 juin 2019. L'enquête est un exercice de collaboration entre les autorités fédérales et provinciales, et les autorités fédérales ont déclaré que certaines autorités provinciales n'ont pas accepté d'allonger la durée de leur mission pour les audiences, et que la seule solution était le délai supplémentaire pour la rédaction du rapport. Au mois d'août, outre le supplément financier accordé à l'enquête, les autorités fédérales ont alloué 37,1 millions de dollars canadiens (28,5 millions de dollars É.-U.) pour des services de soutien au bénéfice de la santé, des familles et des enquêtes de police ainsi que pour un fonds de commémoration des victimes en réponse aux rapports intérimaires produits par l'enquête. Des autochtones et d'autres personnes ont émis des critiques à l'endroit de l'enquête à cause des lenteurs dans son calendrier de travail.

La police a reçu une formation sur la prise en charge des victimes de violence familiale et des organismes ont mis à disposition des lignes d'appel d'urgence pour dénoncer les actes de maltraitance. En 2017, la GRC, les services de police provinciale de l'Ontario et du Québec et plusieurs services de police municipale ont annoncé un examen de leur gestion des allégations d'agressions sexuelles. Cet exercice a suivi la publication d'une enquête journalistique qui avait analysé 870 juridictions policières entre 2010 et 2014 et conclu que la police avait déboté

des plaintes d'agression sexuelle au motif qu'elles étaient « sans fondement », avec une moyenne nationale de 19 % de cas n'aboutissant à aucune inculpation, ce chiffre allant jusqu'à 60 % dans certaines juridictions. En décembre 2017, la police avait mis sous examen plus de 37 000 dossiers de cas à travers le pays, 402 correspondant à des cas d'agressions sexuelles auparavant jugés « sans fondement » qui ont été rouverts et 6 348 à des cas d'agressions sexuelles qui avaient fait l'objet d'une erreur de classement. Certaines forces de police participant à l'exercice ont annoncé soit qu'elles avaient déjà lancé, soit qu'elles allaient introduire de nouveaux programmes de formation sur la prise en charge des cas de violences sexuelles par la police ainsi que sur les conséquences de celles-ci sur les victimes. Le même mois, une étude menée par l'organisme national de statistique sur les cas d'agressions sexuelles commis à travers le pays entre 2009 et 2014 a révélé que, une fois sur cinq, les cas d'agressions sexuelles confirmés par la police faisaient l'objet de poursuites judiciaires et que, selon des estimations, un cas sur 10 aboutissait à une condamnation. Selon les estimations de l'étude, 5 % des agressions sexuelles dans le pays étaient rapportés aux autorités. Le 19 janvier, la province de la Nouvelle-Écosse a engagé deux nouveaux procureurs dont les seules attributions étaient les cas de violences sexuelles ainsi que la fourniture de services consultatifs et la formation spécialisée au bénéfice d'autres procureurs de cette province.

Quinze ministères, organismes et sociétés d'État au niveau fédéral participaient à l'Initiative de lutte contre la violence familiale du gouvernement, dont Condition féminine Canada, Santé Canada et Justice Canada. Ces entités ont œuvré avec des organisations de la société civile pour mettre un terme à la violence à l'encontre des femmes et promouvoir les droits des femmes. En 2017, le gouvernement a lancé une stratégie nationale pour prévenir et contrer la violence sexospécifique, en réservant un budget de 101 millions de dollars canadiens (77,6 millions de dollars É.-U.) sur cinq ans pour établir un centre d'excellence au sein de Condition féminine Canada chargé de la recherche, de la collecte des données et de la programmation. Au mois de juin, le budget fédéral de 2018 a été augmenté de 86 millions de dollars canadiens (66 millions de dollars É.-U.) sur cinq ans à partir de l'exercice 2018-2019 et de 20 millions de dollars canadiens (15,4 millions de dollars É.-U.) par an ultérieurement afin d'élargir la portée de la stratégie et ainsi privilégier la prévention de la violence dans les relations amoureuses entre adolescents, les intimidations et les cyberintimidations, les soins de santé pour les victimes, les services d'enquête policière, la formation des forces de police, la recherche, le financement des centres de gestion de crise pour les victimes de viol et d'agressions sexuelles, enfin, les programmes de prévention de la violence sexospécifique dans les établissements d'enseignement post-secondaire. Les

gouvernements provinciaux et municipaux se sont également efforcés d'aborder la question de la violence à l'égard des femmes, souvent en partenariat avec la société civile.

Mutilations génitales féminines/excision (MGF/E) : La loi interdit les MGF/E des femmes et des filles et les considère en termes de poursuites comme voies de faits graves, passibles d'une peine maximale de 14 ans de prison, même à l'encontre des parents de mineurs. Les MGF/E étaient pratiquées à l'occasion dans le pays, principalement au sein des communautés de la diaspora. Bien que des rapports internes de l'administration publique obtenus par des organismes médiatiques affirment que des praticiens de MGF/E et des victimes se rendaient souvent dans un pays tiers pour réaliser cette intervention illégale, les responsables ont également cherché à empêcher l'entrée de ces praticiens au Canada. En 2016, les pouvoirs publics ont chargé les agents des frontières de surveiller de près les bagages arrivant sur le territoire pour y déceler tout matériel servant aux MGF/E et de surveiller également les jeunes canadiennes de retour de voyage dans des régions où elles auraient pu subir cette pratique.

Harcèlement sexuel : La loi prévoit des mesures de protection contre le harcèlement sexuel sur le lieu de travail mais n'érige pas précisément en infraction le « harcèlement sexuel » en dehors de ce cadre, quoiqu'elle criminalise le harcèlement (défini comme traque furtive), sanctionné par des peines allant jusqu'à 10 ans de prison, et l'agression sexuelle, sanctionnée par des peines allant de 10 ans de prison pour agression sexuelle simple à la perpétuité pour agression sexuelle aggravée. Les commissions fédérales, provinciales et territoriales de défense des droits de la personne sont chargées d'enquêter sur les plaintes pour harcèlement et de les résoudre. Les employeurs, les entreprises, les syndicats, les établissements d'enseignement, les organes professionnels et d'autres institutions disposaient tous de politiques internes contre le harcèlement sexuel, et le gouvernement fédéral et les autorités provinciales fournissaient au public des services d'éducation et de conseil en la matière.

Pressions en matière de contrôle démographique : Il n'a pas été fait état d'avortements ou de stérilisations forcés.

Discrimination : Les femmes jouissent du même statut légal et des mêmes droits dans le système judiciaire que les hommes et le gouvernement a appliqué ces droits de manière efficace. Le 1^{er} mai, le gouvernement fédéral a passé une loi exigeant que les entreprises intervenant dans les secteurs réglementés par les autorités fédérales déclarent chaque année la composition de leurs conseils d'administration

au regard de la diversité de genre et raciale ainsi que leurs politiques relatives à la diversité. Les pouvoirs publics ont rapporté que les femmes composaient 48 % de la population active mais que, selon des estimations, elles occupaient 14 % des postes de membres de conseils d'administration des entreprises du pays et 22 % des postes au sein des 500 plus grandes entreprises inscrites au Financial Post. Sept provinces et deux territoires exigent des entreprises du secteur privé qu'elles leur fassent part tous les ans de leurs efforts pour augmenter le nombre de femmes nommées aux conseils d'administration. L'organisme statistique gouvernemental a indiqué que les salaires horaires des femmes étaient en moyenne inférieurs à ceux des hommes, mais que l'écart de salaires s'était réduit au cours des vingt dernières années. Le 25 mai, les autorités de l'Ontario ont passé une loi exigeant que les employeurs déclarent la composition des salaires en fonction du sexe et d'autres facteurs pour promouvoir la transparence au regard du salaire et contribuer à combler l'écart de salaires entre hommes et femmes. Les mesures s'appliquent en premier lieu à la fonction publique provinciale et doivent s'étendre aux employeurs du secteur privé par échelonnement sur une période de trois ans en fonction du nombre d'employés de chaque entreprise.

Les femmes autochtones vivant dans des réserves (où la terre est communale) ont des droits aux biens matrimoniaux. Les Premières Nations peuvent choisir de suivre la loi fédérale ou de faire appliquer leurs propres règlements concernant les intérêts et droits fonciers matrimoniaux respectant leurs coutumes.

Les hommes et femmes autochtones qui vivent dans des réserves sont sujets à la Loi sur les Indiens, qui définit le statut de manière à déterminer l'admissibilité à toute une série de droits prévus par la loi et aux programmes et services fédéraux. En décembre 2017, les autorités fédérales ont éliminé les inégalités existant dans la loi qui avaient empêché les femmes autochtones de transmettre à leurs descendants, au même titre que les hommes autochtones, le statut d'indien qui leur avait été officiellement reconnu. Ce changement résultait d'un arrêt rendu en 2015 par la Cour supérieure du Québec, aux termes duquel la loi avait contrevenu aux droits à l'égalité prévus dans la Constitution du pays.

Enfants

Enregistrement des naissances : La nationalité s'acquiert à la fois par la naissance sur le territoire national et par la filiation. Les naissances sont enregistrées immédiatement et les actes de naissance ne sont pas refusés ou fournis de manière discriminatoire. Il n'a pas été signalé de cas où le gouvernement aurait refusé des

services publics, comme l'éducation ou les soins de santé, aux personnes qui n'étaient pas enregistrées.

Maltraitance d'enfants : La loi pénalise la violence et la maltraitance à l'encontre d'enfants, y compris l'agression, l'exploitation sexuelle, la pédopornographie, l'abandon, la maltraitance psychologique et la négligence. Aux niveaux provincial et territorial, les services de protection de l'enfance enquêtent sur les cas de suspicion d'abus d'enfants et peuvent fournir des conseils psychosociaux et d'autres services d'appui aux familles ou placer les enfants dans des foyers d'accueil si nécessaire.

Mariage précoce et mariage forcé : La loi fixe à 16 ans l'âge légal du mariage. Les mariages précoces n'ont pas été signalés comme étant un problème majeur. La loi pénalise l'enlèvement d'un enfant hors du pays à des fins de mariage précoce ou forcé et met en place, sur ordonnance judiciaire, des engagements à ne pas troubler l'ordre public, qui peuvent inclure le retrait d'un passeport afin d'empêcher une tentative d'enlèvement d'un enfant dans ce but.

Exploitation sexuelle des enfants : La loi interdit l'exploitation sexuelle des enfants à des fins commerciales, la vente des enfants et le racolage d'enfants à des fins de prostitution et de pratiques liées à la pédopornographie. Les autorités ont fait appliquer la loi avec efficacité. L'âge minimum du consentement à une relation sexuelle est de 16 ans. Toute personne condamnée pour vivre du produit de la prostitution d'un enfant de moins de 18 ans s'expose à une peine de deux à 14 ans de prison. Toute personne qui aide, conseille, contraint, emploie ou menace d'employer la violence, l'intimidation ou la coercition pour livrer un enfant de moins de 18 ans à la prostitution, risque une peine de prison de cinq à 14 ans. Toute personne qui sollicite ou obtient les services sexuels d'un enfant de moins de 18 ans encourt de six mois à cinq ans de prison. Des enfants, surtout des adolescentes, étaient exploités dans le cadre du trafic sexuel.

La loi interdit l'accès à la pédopornographie ainsi que sa production, sa distribution et sa possession. Les peines maximales vont de 18 mois de prison pour des infractions simples à 10 ans de prison pour des infractions passibles de poursuites pénales.

Enlèvements internationaux d'enfants : Le pays est partie à la Convention de la Haye de 1980 sur les aspects civils de l'enlèvement international d'enfants. Veuillez consulter l'*Annual Report on International Parental Child Abduction* (Rapport annuel sur les enlèvements parentaux internationaux d'enfants -

disponible en anglais seulement) du département d'État à l'adresse suivante : travel.state.gov/content/travel/en/International-Parental-Child-Abduction/for-providers/legal-reports-and-data.html.

Antisémitisme

Environ 1 % de la population est juive.

La Ligue des droits de la personne de B'nai Brith Canada a reçu 1 752 plaintes pour incidents antisémites en 2017, soit une hausse de 1,4 % par rapport à 2016, qui correspond à l'année ayant enregistré le plus grand nombre d'incidents de l'histoire de l'enquête. La plus grande part des incidents (808) émanaient de la province de l'Ontario, la plus peuplée du pays. Au nombre des incidents figuraient le harcèlement (80 %), le vandalisme (19 %) et la violence (1 %).

Le 18 janvier, lors d'une réunion publique tenue à Québec en présence du premier ministre, un manifestant a déroulé un drapeau canadien profané par des symboles nazis et les mots « empire du mal » et « feuille de vigne » avant d'être expulsé de la salle sous escorte policière.

En décembre 2017, au moins huit synagogues dans quatre villes du pays ont reçu des lettres à caractère antisémite qui contenaient des croix gammées et appelaient à la mort des Juifs. Dans chaque communauté touchée par ces événements, les forces de police ont ouvert une enquête et, par précaution, certaines ont augmenté le nombre de patrouilles dans des locaux fréquentés par des Juifs.

Le 8 novembre, le premier ministre Trudeau a prononcé la déclaration d'excuses officielles antérieurement annoncée concernant la décision prise par le gouvernement en place en 1939 de refouler des réfugiés juifs se trouvant à bord du paquebot Saint Louis. Les réfugiés qui se trouvaient à bord avaient fui les rafles menées par les nazis en Europe.

Traite des personnes

Veillez consulter le *Rapport sur la traite des personnes* du département d'État à l'adresse suivante : www.state.gov/j/tip/rls/tiprpt/.

Personnes en situation de handicap

La Constitution et la loi interdisent la discrimination à l'encontre des personnes porteuses de handicaps physiques, sensoriels ou mentaux, ou des personnes souffrant de déficiences intellectuelles, y compris en matière d'accès à l'éducation, à l'emploi, aux services de santé, aux transports, au système judiciaire et à d'autres services publics. Le ministre fédéral de la Famille, des Enfants et du Développement social, soutenu par le Secrétaire parlementaire pour les Sports et les Personnes handicapées, fournit le leadership fédéral en matière de protection des droits des personnes en situation de handicap et les gouvernements provinciaux sont également représentés au niveau ministériel. Les pouvoirs publics fédéraux et provinciaux ont mis en œuvre avec efficacité les lois et programmes prescrivant l'accès aux bâtiments, à l'information et aux communications pour les personnes en situation de handicap, mais la réglementation change en fonction de la juridiction. Il n'existe pas de législation fédérale exhaustive protégeant les droits des personnes en situation de handicap, ce qui donne lieu à une application et une observance inégales des dispositions relatives à l'accessibilité à travers le pays.

Des enfants porteurs de handicap fréquentaient des établissements d'enseignement primaire, secondaire et supérieur ; la majorité d'entre eux assistaient à des cours avec leurs camarades non porteurs de handicap ou à une combinaison de cours pour personnes non porteuses de handicap et de formation spécialisée avec le consentement des parents.

Les organisations non gouvernementales (ONG) de défense des droits des personnes en situation de handicap ont signalé que ces dernières ont connu des taux de chômage ou de sous-emploi plus élevés, des taux de maintien dans l'emploi plus bas et des taux de pauvreté ou de marginalisation économique supérieurs à ceux de l'ensemble de la population.

Les commissions fédérales et provinciales de défense des droits de la personne ont protégé et favorisé le respect des droits des personnes en situation de handicap, et les plaignants pouvaient recourir à ces commissions pour demander d'ouvrir des enquêtes sur des allégations de pratiques abusives ou de discrimination et pour obtenir réparation. Les pouvoirs publics ont fourni des services spécialisés et versé des allocations pour cause de handicap. Il existait des établissements de soutien aux personnes présentant des troubles de santé mentale, mais leurs défenseurs ont affirmé que le système carcéral ne disposait pas d'équipement ou de personnel suffisant pour fournir les soins nécessaires à ceux qui se trouvaient dans le système de justice pénale, d'où des cas de ségrégation et d'automutilation.

Le 5 février, la Commission d'enquête de la Commission sur les droits de la personne de la Nouvelle-Écosse a examiné une plainte alléguant que la province avait mené des pratiques discriminatoires à l'encontre de personnes porteuses de handicap et à faible revenu qui nécessitaient des soins dans des centres d'accueil financés par des fonds publics et étaient hébergées dans des établissements tels des hôpitaux ou des établissements de détention fermés à clé, ce qui les empêchait de quitter ces lieux librement. Les plaignants demandaient que la province finance leur logement et leurs soins à domicile à l'intérieur de la communauté. Les pouvoirs publics se sont déclarés favorables au principe des soins prodigués au sein de la communauté mais ont soutenu que l'accès au logement subventionné répondant au choix d'un particulier ne constituait pas un droit de la personne au sens de la loi de cette province. Au 1^{er} octobre, l'affaire était en instance.

Minorités nationales/raciales/ethniques

La loi interdit toute discrimination fondée sur la race. Les commissions fédérales, provinciales et territoriales de défense des droits de la personne ont enquêté sur les plaintes et sensibilisé le public. La Fondation canadienne des relations raciales, organisme fédéral, coordonne et facilite la recherche et l'éducation du public et élabore des recommandations visant à éliminer le racisme et à encourager des relations harmonieuses entre les races.

Selon l'organisme statistique gouvernemental, en 2016 (dernière année pour laquelle les données sont disponibles), 1 409 incidents de crimes de haine ont été signalés à la police, dont 666 étaient fondés sur la race ou l'ethnicité (soit une hausse de 4 % par rapport à 2015) et 48 % avaient été commis avec violence, y compris des agressions et des menaces verbales. Les Noirs et les Juifs étaient les groupes le plus souvent ciblés.

Le 19 janvier, un groupe nationaliste blanc a revendiqué la pose de 24 affiches à caractère raciste dans plusieurs endroits du campus de l'université du Nouveau-Brunswick à Fredericton. La direction de l'université a retiré les affiches aussitôt découvertes et le service de sécurité du campus ainsi que la police de Fredericton ont tous deux ouvert des enquêtes qui, au 1^{er} octobre, étaient en instance.

Populations autochtones

Les peuples autochtones représentaient environ 5 % de la population nationale, ce chiffre étant beaucoup plus élevé dans les trois territoires du pays : le Yukon (23 %), les Territoires du Nord-Ouest (52 %) et le Nunavut (86 %). Les différends

relatifs aux revendications territoriales, à l'autonomie politique, aux droits afférents aux traités, à la fiscalité, à l'exemption des droits de douane pour les importations, aux droits de pêche et de chasse et aux accusations de harcèlement par la police demeuraient des sources de tension. Les peuples autochtones ont continué à être sous-représentés dans la population active, les postes de responsabilité et dans le monde politique, sur-représentés dans les registres de l'aide sociale et la population carcérale, et plus vulnérables que les autres groupes au suicide, à la pauvreté, aux troubles de santé chroniques et à la violence sexuelle. Selon l'organisme statistique gouvernemental, en 2014, le taux global de victimisation violente (qui inclut les agressions sexuelles, les agressions et les vols) pour les peuples autochtones était de 163 cas pour 1 000 personnes, soit plus du double du taux de 74 pour 1 000 pour les personnes non autochtones.

La loi reconnaît les individus enregistrés au titre de la Loi sur les Indiens sur la base de leur lignage autochtone et de leur appartenance en tant qu'Indiens inscrits à une Première Nation, ce qui leur ouvre droit à un ensemble de services et programmes fédéraux. Le statut et les services ne sont pas accordés aux personnes autochtones non enregistrées ou non inscrites qui ne remplissent pas les critères de reconnaissance officielle ou qui auraient perdu ce statut du fait d'un mariage à une personne non autochtone ou d'une autre privation des droits. Selon l'organisme statistique gouvernemental, en 2011, les enfants autochtones représentaient 7 % de la population totale âgée de moins de 14 ans, mais presque 50 % des quelque 30 000 enfants de moins de 14 ans placés en famille d'accueil. En novembre 2017, le ministre fédéral chargé des services autochtones a publiquement qualifié de « crise humanitaire » le nombre disproportionné d'enfants autochtones se trouvant dans les services de protection des enfants.

La loi reconnaît et protège spécifiquement les droits des peuples autochtones, y compris ceux qui ont été déterminés par les règlements de revendications territoriales historiques. Les traités conclus avec les peuples autochtones constituent la base des politiques du gouvernement dans la partie est du Canada, mais leur interprétation par les autorités et l'application des droits que leur confèrent ces traités ont fait l'objet de contestations judiciaires. Les groupes autochtones des régions de l'ouest qui n'ont jamais signé de traités ont continué à revendiquer des terres et des ressources ; bon nombre d'entre eux réclamaient toujours le règlement juridique des questions en suspens. En conséquence, l'évolution de la politique du gouvernement vis-à-vis des droits des autochtones, notamment en matière de revendications territoriales, reposait sur des négociations ou des contestations judiciaires.

La loi impose des obligations légales, contractuelles et de droit coutumier de consulter les peuples autochtones pour ce qui est du développement et de l'exploitation de ressources naturelles sur des terres couvertes par un traité ou sujettes à des revendications territoriales de la part des Premières Nations. En vertu d'une décision de la Cour suprême, le gouvernement fédéral a le devoir constitutionnel de consulter et, le cas échéant, de satisfaire les peuples autochtones lorsqu'il envisage des mesures qui pourraient avoir un effet négatif sur des droits autochtones ou afférents à des traités potentiels ou en place.

La Cour suprême a déclaré que le titre autochtone couvre le territoire utilisé par les peuples autochtones aux fins de chasse, pêche et autres activités avant le contact avec les Européens, et les sites de peuplement. Les pouvoirs publics provinciaux et fédéraux peuvent exploiter des ressources naturelles sur les terres qualifiées d'autochtones mais doivent pour cela, en plus des devoirs constitutionnels de consultation en place, obtenir le consentement des détenteurs du titre autochtone et, le cas échéant, satisfaire les peuples autochtones sur les questions qui ont trait à leurs droits. S'ils ne peuvent obtenir leur consentement, ils peuvent procéder à l'exploitation des ressources uniquement sur la base d'un « objectif impérieux et réel » dans l'intérêt public, où ce dernier est proportionnel à tout effet négatif sur l'intérêt des autochtones. La Cour a établi que les titres d'autochtone sont de nature collective.

Le 14 février, les pouvoirs publics ont annoncé l'établissement d'un Cadre de reconnaissance et de mise en œuvre des droits en consultation avec les Premières Nations, les Inuits et les Métis afin de réformer les politiques et pratiques gouvernementales dans le but d'assurer que le principe fondateur de toute action du gouvernement fédéral est la reconnaissance des droits autochtones. Les pouvoirs publics ont tenu des consultations publiques au plan national entre février et mai et se sont engagés à mettre ce cadre en place avant la fin 2018 aux fins d'exécution en 2019.

Le 8 juillet, d'anciens élèves d'écoles publiques provinciales et fédérales, membres des Premières Nations, Inuits et Métis, ont intenté un recours collectif à l'échelle nationale au motif d'allégations d'abus physiques, sexuels et psychologiques à leur encontre et de la perte de leur culture et de leur langue dont ils auraient été victimes lorsqu'ils fréquentaient des écoles confessionnelles comme l'exigeait la loi à partir de 1920. Selon les allégations, les pouvoirs publics avaient manqué à leur devoir de vigilance à l'égard des enfants. Les élèves autochtones des écoles étaient exclus d'un accord de règlement historique conclu en 2006 qui avait indemnisé les élèves de pensionnats. En 2016, les pouvoirs publics ont accepté de

verser 50 millions de dollars canadiens (38,4 millions de dollars É.-U.) à titre de règlement pour un recours collectif intenté par les survivants de pensionnats pour autochtones de la province de Terre-Neuve-et-Labrador, eux aussi exclus du règlement conclu en 2006 et, en novembre 2017, le premier ministre a présenté des excuses officielles publiques à ces survivants et à leurs proches.

Le 1^{er} février, le gouvernement a annoncé qu'il commencerait immédiatement à financer des services de protection au bénéfice des enfants autochtones vivant dans des réserves au même niveau que les services analogues fournis par les organismes intervenant en dehors des réserves, avec effet rétroactif à partir de janvier 2016. En 2016, le Tribunal canadien des droits de la personne avait statué que le gouvernement fédéral avait discriminé contre les enfants autochtones lorsqu'il n'avait pas financé les services de protection des enfants vivant dans des réserves au même niveau que ceux des populations en dehors des réserves. Bien que le gouvernement ait alloué de nouvelles sommes à la lutte contre les inégalités dans les services de protection des enfants vivant dans des réserves après la décision, le plus récemment en février, le Tribunal a délivré quatre ordonnances de non-conformité et affirmé que des inégalités persistaient. En novembre 2017, le gouvernement a retiré sa demande d'examen judiciaire portant sur deux parties de la décision rendue par le Tribunal.

En 2017, le gouvernement fédéral a signé avec le Ralliement national des Métis l'Accord entre le Canada et la Nation des Métis afin d'ouvrir les négociations sur les priorités communes sous la forme d'un forum permanent se déroulant tous les six mois et présidé par le premier ministre, ainsi que des accords-cadres avec les dirigeants des cinq membres régionaux du Ralliement national des Métis dans le but d'ouvrir les négociations sur l'autonomie politique, les terres, les droits et d'autres revendications. En 2016, la Cour suprême avait statué à l'unanimité que les Métis et les Indiens non inscrits sont des Indiens au titre de la Loi constitutionnelle et relèvent de la compétence du gouvernement fédéral. Près de 600 000 ressortissants s'identifient comme Métis.

Le 9 août, le Tribunal fédéral et la Cour supérieure de l'Ontario ont approuvé un règlement financier entre le gouvernement fédéral et des ressortissants autochtones à travers le pays dans le cadre de la « rafle des années 1960 », durant laquelle des services de protection des enfants avaient enlevé à la garde de leurs parents environ 20 000 enfants autochtones, dont 16 000 dans l'Ontario, pour les placer dans des familles d'accueil non autochtones du Canada et des États-Unis. La somme établie constitue une indemnisation au titre de la perte d'identité culturelle et le règlement réserve 50 millions de dollars canadiens (38,4 millions de dollars É.-U.) pour

l'établissement d'une nouvelle Fondation autochtone de guérison afin de favoriser le changement et la réconciliation.

Actes de violence, discrimination et autres abus basés sur l'orientation sexuelle et l'identité de genre

La loi interdit toute discrimination contre les personnes lesbiennes, gays, bissexuelles, transgenres et intersexes (LGBTI) en matière de logement, d'emploi, de lois sur la nationalité et d'accès aux services publics, y compris les soins de santé, et les pouvoirs publics ont fait appliquer cette loi. La loi interdit la discrimination fondée sur l'orientation sexuelle, l'identité de genre et l'expression de genre et le Code pénal prévoit des sanctions pour les crimes motivés par le parti pris, les préjugés ou la haine fondée sur des caractéristiques personnelles, notamment l'orientation sexuelle. Le Manitoba, le Saskatchewan et les Territoires du Nord-Ouest interdisent explicitement la discrimination sur la base de l'identité de genre. L'Ontario, la Nouvelle-Écosse, l'Île-du-Prince-Édouard, l'Alberta, Terre-Neuve-et-Labrador, le Québec, le Nouveau-Brunswick et la Colombie-Britannique interdisent la discrimination sur la base de l'identité de genre et de l'expression de genre. Les territoires de Nunavut et du Yukon interdisent toute discrimination implicite sur la base du « sexe » ou du « genre ».

Les prescriptions concernant le changement de marqueur de genre légal dans les documents tels que les certificats de naissance et les cartes d'identité pour les personnes sont différentes selon les provinces et les territoires. Certaines provinces demandent qu'un ou plusieurs médecins certifient que le demandeur a subi l'opération de réattribution sexuelle avant qu'il puisse modifier son marqueur de genre légal. Les gouvernements provinciaux de Terre-Neuve-et-Labrador, de l'Île-du-Prince-Édouard, de la Nouvelle-Écosse, de la Colombie-Britannique, de l'Ontario, du Saskatchewan, du Manitoba et de l'Alberta permettent aux résidents de changer leur marqueur de genre sur présentation d'une déclaration personnelle ou de leur médecin indiquant leur identité de genre.

Bien que des personnes aient été victimes de violences ou d'abus en raison de leur orientation sexuelle, dans l'ensemble, le gouvernement a fait appliquer la législation pénalisant ce type de comportement avec efficacité. Des ONG ont indiqué que la stigmatisation et l'intimidation constituaient des facteurs courants ou probables expliquant le fait que tous les incidents ne sont pas signalés. Certaines forces de police employaient des officiers de liaison avec les communautés LGBTI.

Le 14 février, le premier ministre de l'Île-du-Prince-Édouard a prononcé une condamnation publique d'actes de vandalisme perpétrés par des inconnus qui avaient tagué des slogans à teneur homophobe sur les murs d'une église de cette province.

En mars, le gouvernement fédéral a donné pour instruction aux fonctionnaires d'employer des termes neutres du point de vue du genre comme « parent » au lieu de « mère » ou « père » dans leurs échanges avec le public et s'est engagé à supprimer l'obligation pour les parents de déclarer un « nom de jeune fille » dans les formulaires à usage public qu'ils remplissent pour le compte de leurs enfants afin d'assurer que les termes employés n'excluent personne et sont non discriminatoires à l'égard des parents de même sexe.

Le 21 juin, le gouvernement fédéral a passé une loi visant à radier de leur casier judiciaire toute mention de condamnations pénales prononcées auparavant contre des hommes pour des actes homosexuels consensuels. En novembre 2017, le gouvernement a présenté des excuses officielles à d'anciens fonctionnaires fédéraux, y compris des militaires et des membres de la GRC qui avaient fait l'objet d'enquêtes et dont certains avaient été licenciés en raison de leur orientation sexuelle sur une période de 30 ans avant les années 1990, et a conclu un accord de principe prévoyant un paiement à concurrence de 110 millions de dollars canadiens (84,5 millions de dollars É.-U.) à titre de règlement financier. L'ensemble des mesures devait recevoir l'approbation du Tribunal fédéral.

En décembre 2017, Service correctionnel Canada a changé ses règlements pour permettre aux contrevenants transgenres d'être admis dans des établissements pour hommes ou femmes en fonction de leur identité de genre (hormis les cas exceptionnels empêchant le règlement des préoccupations de santé ou de sécurité), d'être appelés du nom de leur choix et de choisir le pronom employé à leur endroit, et de se voir proposer le choix entre des gardiens de sexe masculin ou féminin pour les fouilles au corps, les tests de dépistage des liquides organiques et la surveillance par caméra.

Autres formes de violence sociétale ou de discrimination

Des cas de violence sociétale ou de discrimination contre des membres de groupes minoritaires, raciaux et religieux ont été signalés, mais dans l'ensemble, le gouvernement a fait appliquer la législation pénalisant ce type de comportement avec efficacité.

Section 7. Droits des travailleurs

a. Liberté d'association et droit à la négociation collective

Les lois fédérales et certaines lois provinciales, y compris les règlements et arrêtés connexes, garantissent le droit des travailleurs des secteurs tant privé que public de créer des syndicats indépendants et d'y adhérer, de faire grève dans des conditions licites et de mener des négociations collectives. Les travailleurs du secteur public qui fournissent des services essentiels, notamment la police et les forces armées, n'ont pas le droit de faire grève mais disposent de mécanismes garantissant le respect des principes de procédure régulière et protégeant les droits des travailleurs. Les personnes employées dans des services essentiels disposaient du recours à l'arbitrage contraignant dans le cas d'échec des négociations. La loi interdit la discrimination antisyndicale et garantit la réintégration des travailleurs licenciés pour activités syndicales. Il n'a pas été fait état de discrimination antisyndicale ou d'ingérence des employeurs dans les affaires syndicales.

Le Code du travail fédéral s'applique aux secteurs réglementés au niveau fédéral, qui incluent les industries extra-provinciales ou internationales, les transports et infrastructures de transport qui traversent des frontières provinciales ou internationales, le transport maritime, les services portuaires et de ferry, les transports aériens et les aéroports, les pipelines, les télécommunications, les banques, les silos à céréales, l'extraction et l'exploitation de l'uranium, les travaux désignés par le Parlement fédéral concernant deux provinces ou plus, la protection des pêches comme ressource naturelle, de nombreuses activités des Premières Nations et la plupart des sociétés d'État. Ces secteurs employaient environ 10 % de la main d'œuvre.

La loi prévoit que le gouvernement a le pouvoir exclusif de décider quels employés fédéraux fournissent un service essentiel et n'ont pas le droit de faire grève. Il est également illégal pour l'ensemble d'une unité de négociation de faire grève si le gouvernement estime qu'au moins 80 % de ses employés sont essentiels.

Les gouvernements provinciaux et territoriaux réglementent et sont chargés de faire appliquer leurs propres Codes du travail pour toutes les professions et les lieux de travail non réglementés par le Code du travail fédéral, ce qui signifie que la loi ne protège pas la liberté d'association pour certaines catégories de travailleurs dans plusieurs provinces. Certaines provinces limitent le droit de grève. Par exemple, en Alberta et dans l'Ontario, en vertu de la législation provinciale, les

travailleurs agricoles n'ont pas le droit de se syndiquer ou de mener des négociations collectives.

Dans l'ensemble, le gouvernement a respecté la liberté d'association et le droit à la négociation collective. Le gouvernement a appliqué les législations et réglementations en vigueur avec efficacité, notamment à l'aide de recours et de sanctions efficaces tels que des pratiques correctrices sur les lieux de travail et des poursuites au pénal en cas de non-respect ou de violation volontaire de la législation. Les sanctions étaient suffisantes pour avoir un effet dissuasif. Les procédures administratives et judiciaires n'ont pas souffert de retards ou de recours très longs.

b. Interdiction du travail forcé ou obligatoire

La loi interdit toutes les formes de travail forcé ou obligatoire et le gouvernement a veillé au respect de la loi avec efficacité. En cas de violations, la loi prévoit des peines allant jusqu'à 14 ans de prison, ou la perpétuité en cas de circonstances aggravantes (enlèvement ou agression sexuelle, par exemple). Ces sanctions étaient suffisamment strictes. Au cours de l'année, le gouvernement a mené des enquêtes et engagé des poursuites dans les affaires de travail forcé et de servitude domestique.

Le gouvernement fédéral assurait la responsabilité des employeurs de travailleurs étrangers en vérifiant leur capacité à payer des salaires et à fournir des locaux d'hébergement et, par le biais d'inspections périodiques et d'examen obligatoires de la conformité, en s'assurant qu'ils fournissaient les mêmes salaires, conditions de vie et de travail que ceux précisés dans leur offre d'emploi originale. Le gouvernement peut refuser pendant deux ans aux employeurs en situation d'infraction les permis requis pour l'embauche de travailleurs étrangers et imposer des amendes pouvant aller jusqu'à 100 000 dollars canadiens (76 800 dollars É.-U.) par violation des dispositions. Certains gouvernements provinciaux imposaient aux recruteurs ou employeurs de travailleurs étrangers des prescriptions de licences et d'enregistrement et interdisaient de facturer des frais de recrutement aux travailleurs.

Il a été signalé que certains employeurs avaient soumis des non-ressortissants et des personnes nées à l'étranger, hommes et femmes, au travail forcé dans le secteur agricole, l'industrie agroalimentaire, les services de nettoyage, le secteur hôtelier, le bâtiment et les services domestiques. Des ONG ont indiqué que le travail servile, surtout dans le bâtiment, et la servitude domestique, constituaient l'essentiel des

cas de travail forcé et que certaines victimes avaient participé au Programme des travailleurs étrangers temporaires.

Veillez aussi consulter le *Rapport sur la traite des personnes* du département d'État à l'adresse suivante : www.state.gov/j/tip/rls/tiprpt/.

c. Interdiction du travail des enfants et âge minimum d'admission à l'emploi

Les pires formes de travail des enfants sont interdites par la loi. Il n'existe pas au niveau fédéral d'âge minimum d'admission à l'emploi. Dans les secteurs réglementés par le gouvernement fédéral, les enfants de moins de 17 ans ne peuvent travailler que quand ils ne sont pas censés aller à l'école en vertu de la législation provinciale, tant que leur travail ne fait pas partie des catégories exclues (comme les travaux souterrains dans une mine, à bord d'un navire ou à proximité d'explosifs) et ne met pas en danger leur santé et leur sécurité. Les enfants ne sont pas autorisés à travailler dans un secteur réglementé au niveau fédéral quel qu'il soit de 23 heures à 6 heures. Les provinces et les territoires ont la responsabilité principale de réglementer le travail des enfants, et les restrictions sur l'âge minimum varient selon la province. L'application des règlements s'exprime dans toute une série de lois, notamment celles sur les normes d'emploi, la santé et la sécurité au travail, l'éducation, la formation professionnelle, la protection de l'enfance et l'octroi de licences aux établissements pour la vente d'alcool. La plupart des provinces limitent le nombre d'heures de travail à deux ou trois pendant les jours d'école et huit le reste du temps, et interdisent le travail des enfants de 12 à 16 ans sans le consentement des parents, après 23 heures, ou dans toute tâche susceptible de présenter un danger.

Les autorités ont fait appliquer les lois et politiques relatives au travail des enfants avec efficacité, et les ministères du Travail à l'échelle fédérale et provinciale ont mené des inspections par anticipation ou en réponse à une plainte officielle. Il a été signalé que les ressources limitées nuisaient aux inspections et à l'application de la loi. Les sanctions étaient d'ordre monétaire et variaient en fonction de la sévérité de l'infraction.

Des cas de travail des enfants ont été signalés, surtout dans le secteur agricole. Il a également été signalé que des enfants, surtout des adolescentes, étaient soumis au trafic sexuel et à l'exploitation sexuelle à des fins commerciales (voir la section 6, Enfants).

d. Discrimination en matière d'emploi et de profession

La loi et différentes réglementations interdisent la discrimination en matière d'emploi ou de travail fondée sur la race, la couleur, le sexe, la religion, l'origine nationale ou la nationalité, le handicap, l'orientation sexuelle ou l'identité de genre, l'âge, la langue, la séropositivité au VIH ou d'autres maladies transmissibles. Certaines provinces, dont le Québec, le Nouveau-Brunswick et Terre-Neuve-et-Labrador, ainsi que les Territoires du Nord-Ouest, interdisent la discrimination en matière d'emploi fondée sur l'origine sociale, la « condition sociale » ou l'opinion politique. Les autorités ont fait appliquer la loi de manière efficace et les peines encourues étaient suffisantes pour avoir un effet dissuasif. En cas de plainte, la loi fédérale exige l'égalité de salaire à travail égal pour quatre groupes désignés dans les secteurs réglementés au niveau fédéral, appliquée par le biais de la Commission fédérale canadienne des droits de la personne : les femmes, les personnes en situation de handicap, les peuples autochtones et les minorités visibles. L'Ontario et le Québec disposent de lois sur l'égalité de salaire qui couvrent à la fois le secteur public et le secteur privé, alors que d'autres provinces n'imposent l'égalité de salaire que dans le secteur public.

Les autorités ont encouragé les individus à résoudre les plaintes relatives à des incidents de discrimination en matière d'emploi par le biais de processus internes de résolution des différends sur le lieu de travail en premier recours, mais les commissions fédérales et provinciales sur les droits de la personne ont enquêté sur les plaintes, joué un rôle de médiation et fait appliquer la loi et les différentes réglementations. Certains ont critiqué le fait que le processus était compliqué et qu'il fallait s'armer de patience pour obtenir une décision. Les travailleurs migrants étrangers ont les mêmes droits que les ressortissants et les résidents permanents en matière de travail, mais selon des ONG, des travailleurs migrants auraient fait l'objet de pratiques discriminatoires et quelques demandeurs du statut de réfugié auraient fait face à des difficultés d'ordre linguistique et à d'autres obstacles non juridiques qui gênaient leur insertion dans la population active.

e. Conditions de travail acceptables

Il n'existe pas de salaire national minimum ni de seuil de pauvreté officiel. Au mois d'octobre, le salaire horaire minimum au niveau provincial et territorial était compris entre 14 et 11,06 dollars canadiens (entre 10,75 et 8,50 dollars É.-U.). Certaines provinces excluent des réglementations sur le salaire minimum les travailleurs agricoles, ceux du secteur hôtelier et de certaines autres catégories. Par exemple, l'Ontario prévoit un salaire minimum inférieur au minimum respectif pour les travailleurs adultes applicable aux moins de 18 ans qui travaillent moins

de 28 heures par semaine en période scolaire. Le gouvernement a appliqué de façon efficace les règlements sur les salaires et les peines encourues étaient suffisantes pour avoir un effet dissuasif.

Les horaires de travail varient selon la province, mais toutes les limitent à 40 ou 48 heures hebdomadaires, avec au moins 24 heures de repos. La loi requiert le versement d'une prime pour tout dépassement du nombre normal d'heures hebdomadaires. Il n'existe pas d'interdiction spécifique concernant ce qui constitue un nombre excessif d'heures supplémentaires, qui sont réglementées par le biais des périodes de repos spécifiées dans le Code du travail, et variant en fonction du secteur d'activité. Certaines catégories de travailleurs ont des droits spécifiques à leur emploi qui diffèrent de la norme, notamment les pêcheurs commerciaux, les travailleurs des champs de pétrole, les bûcherons, les aides à domicile, les professionnels, les dirigeants et certains membres du personnel de vente.

La loi fédérale prévoit des normes de sécurité et de santé pour les employés relevant de la compétence fédérale, et la législation provinciale et territoriale couvre tous les autres, y compris les travailleurs étrangers et migrants. Ces normes étaient à jour et adéquates pour les secteurs qu'elles couvraient. Il incombe aux autorités, aux employeurs et aux supérieurs hiérarchiques, et non au travailleur, de déterminer qu'une situation est dangereuse. Les lois fédérales, provinciales et territoriales protègent le droit des travailleurs ayant une « raison valable » de refuser des tâches dangereuses pour se soustraire à des conditions de travail dangereuses, et les autorités ont veillé efficacement à l'application de ce droit. Le gouvernement a également encouragé les pratiques de travail sûres et a fourni formations, services éducatifs et ressources par le biais du Centre canadien d'hygiène et sécurité au travail, organisme fédéral composé de représentants du gouvernement, d'employeurs et d'employés.

Les normes portant sur le salaire minimum, les heures de travail et la santé et la sécurité sur les lieux de travail ont été effectivement appliquées. Les ministères du Travail aux niveaux fédéral et provincial ont suivi ces normes et ont veillé à leur application avec efficacité en effectuant des inspections prévues ou surprises, à la suite de plaintes, ou de manière aléatoire. Les sanctions étaient d'ordre monétaire et variaient en fonction de la sévérité de l'infraction. En vertu du Code du travail fédéral, les peines maximales pour infractions pénales, notamment négligence criminelle entraînant la mort ou des blessures ou manquement volontaire aux normes du travail dans le cadre duquel la personne responsable avait conscience de la probabilité de blessures graves ou de décès, peuvent comprendre des peines de prison. Les mesures d'application de la loi comprennent une réponse progressive,

avec de préférence une résolution par l'intermédiaire d'une mise en conformité volontaire, de la négociation et de l'éducation, les poursuites et amendes étant utilisées en dernier ressort. Certains syndicats ont continué de souligner que les ressources limitées gênaient les efforts d'inspection et d'application de la loi du gouvernement.

Des ONG ont signalé que les migrants, les nouveaux immigrants, les jeunes travailleurs et les travailleurs non qualifiés étaient vulnérables à des violations de la loi sur le salaire minimum, les heures supplémentaires, les salaires impayés et les heures de travail excessives. Elles ont également indiqué que les restrictions portant sur les types de plaintes de travailleurs qui étaient acceptés pour enquête et les retards de traitement des affaires décourageaient le dépôt de plaintes.

Selon l'Association des commissions des accidents du travail du Canada, en 2016, dernière année pour laquelle des données étaient disponibles, il y a eu 904 accidents mortels sur les lieux de travail.